

L'incorrect

ESPACE DE LIBRES DÉBATS

PATRICK LAFFRÈTE



Alain de Benoist. Le philosophe et essayiste décortique la doctrine philosophique et politique qui caractérise notre modernité.

Le libéralisme, une “*erreur anthropologique*”

À l’heure où les démocraties illibérales rencontrent un succès croissant, Alain de Benoist décortique une idéologie déclinante, mais toujours égémonique. **Entretien**

Le problème, quand on parle du libéralisme, est qu’on est d’entrée piégé par les mots, constate Alain de Benoist. On envisage souvent, en effet, l’homme libéral comme un esprit libre, partisan de la tolérance et

opposé à la bureaucratie. Pourtant, ce n’est pas dans ses représentations communes qu’il doit être étudié, mais en tant que doctrine. Le journaliste, philosophe et essayiste offre donc dans son dernier ouvrage un « *travail de philosophie politique qui s’efforce d’aller à l’essentiel, au cœur de l’idéologie libérale, à partir d’une analyse critique de ses fondements* ». Un travail d’expert qui, de façon directe ou indirecte selon les chapitres, en confrontant le libéralisme à des concepts, tels que l’identité, ou en exposant ses dérivés (l’argent, le bourgeois...), démontre comment le libéralisme est à l’origine d’une mondialisation que beaucoup rejettent désormais. Un ouvrage érudit et averti.



L'incorrect

ESPACE DE LIBRES DÉBATS

BOGDANKOSANOVIC.COM/GETTY IMAGES/ISTOCK



Consommer toujours plus dans une société où tout peut être acheté ou vendu : une illimitation du capitalisme libéral qui nécessite de supprimer tout obstacle au marché.

Vous vous positionnez — le titre de votre livre l'indique — contre le libéralisme, en particulier contre ses fondements. Pensez-vous être la "voix qui crie dans le désert"?

Plus maintenant, car le vent tourne: nombre d'auteurs dont les journaux ne cessent de parler, comme Christophe Guilluy, Éric Zemmour, Michel Onfray, Michel Houellebecq, Natacha Polony et bien d'autres, sont des antilibéraux. Cela n'aurait pas été le cas il y a une quinzaine d'années. Les eaux sont à nouveau en train de se séparer entre conservateurs et libéraux.

Pour le comprendre, il faut se pencher sur l'histoire: au XIX^e siècle, les grands adversaires des libéraux étaient les conservateurs. Puis, avec l'apparition du socialisme, les libéraux se sont trouvés progressivement déportés vers le centre. Ce mouvement s'accroît avec le système soviétique: libéraux et conservateurs s'associent alors pour dénoncer le communisme. Lorsque celui-ci s'effondre, les forces politiques en présence se reconfigurent. L'élection de Macron a ensuite eu une valeur historique, à mes yeux, avec la création d'un gouvernement composé aussi bien de libéraux de droite que de libéraux de gauche. Ce tournant atteste la relative grandissante du clivage gauche-droite. En effet, la droite comme la gauche ont évolué. La gauche s'est ralliée au principe de la société de marché, oubliant ainsi les fondamentaux du socialisme, ce qui l'a amenée

à se couper du peuple. Et la droite est entrée dans une époque où la position conservatrice-libérale va être de plus en plus difficile à tenir.

D'où vient cette posture à la fois conservatrice et libérale?

Le conservatisme est un courant de pensée qui s'oppose au progressisme et voit l'homme comme un héritier, inscrit dans une histoire. C'est le parti des ancrages, de l'enracinement, qui s'intéresse en outre plus au particulier qu'à l'universel. En ce sens, cette doctrine s'oppose au libéralisme, qui pose l'homme comme un individu qui n'est pas social par nature, dont les choix ne sont jamais conditionnés par ce qui est en amont

"LES EAUX SONT À NOUVEAU EN TRAIN DE SE SÉPARER ENTRE CONSERVATEURS ET LIBÉRAUX."

de lui-même (son héritage, ses appartenances) et dont le comportement le plus normal est de sans cesse chercher à maximiser son meilleur intérêt.

Ceux qui se disent conservateurs-libéraux forment une espèce un peu étrange, car ils ne peuvent être conservateurs qu'aux dépens de leur libéralisme et inversement. Par exemple, les conservateurs sont en général pour un contrôle de l'immigration, tandis que

L'incorrect

ESPACE DE LIBRES DÉBATS

les libéraux y voient une limitation de la liberté individuelle et du principe de libre circulation des hommes, des capitaux et des marchandises. En matière de bioéthique, les conservateurs veulent défendre une certaine morale traditionnelle alors que la doxa libérale considère que l'individu doit être en la matière laissé libre de faire ce qu'il veut, puisqu'il est entièrement propriétaire de lui-même. Ce qu'Aristote appelle « *la vie bonne* » n'entre pas en considération, l'État libéral se doit d'être neutre. Pierre Manent dit ainsi que le libéralisme est le refus d'envisager l'existence humaine sous l'angle du bien ou de la fin.

Ces conservateurs qui se disent aussi libéraux appartiennent en général à la classe bourgeoise, qui a des intérêts financiers à défendre. C'est pourquoi ils se montrent favorables au libéralisme économique. Ils ne voient pas que, comme Jean-Claude Michéa l'a bien montré dans ses livres, le libéralisme économique "de droite" et le libéralisme sociétal "de gauche" proviennent d'une même conception anthropologique de l'homme, dérivée de la philosophie des Lumières, celle d'un "individu désirant" qui, en s'appuyant sur des droits subjectifs, inhérents à sa seule existence, cherche toujours à maximiser son profit. Le théologien anglais John Milbank estime ainsi que le libéralisme est d'abord une « *erreur anthropologique* ». C'est précisément le point de départ de mon livre, qui n'a pas pour objet de porter un jugement sur telle ou telle mesure économique, mais relève fondamentalement de la philosophie politique.

De quelle erreur s'agit-il?

Pour les libéraux, la liberté est destinée à consacrer la seule liberté de l'individu. Il n'y a pas de liberté collective car, pour eux, les collectivités n'existent pas en tant que telles. Elles sont seulement des agrégats d'atomes individuels. L'économiste libéral Bertrand Lemennicier déclarait ainsi récemment que la France n'existait pas et n'était qu'un « *agrégat d'êtres humains* »... Il s'en déduit que l'identité collective n'est qu'un fantasme, tout comme la souveraineté nationale ou la souveraineté populaire. Force est de recon-

naître d'ailleurs que, paradoxalement, ce n'est pas le communisme, mais le capitalisme qui a le mieux réalisé l'idéal mondialiste.

Pour légitimer l'égoïsme inhérent à sa conception de l'homme, le libéralisme prétend qu'en cherchant à maximiser son meilleur intérêt chacun travaille sans le savoir au bonheur de tous. C'est ce qu'expliquent Adam Smith et avant lui Bernard Mandeville dans sa célèbre *Fable des abeilles, vices privés, vertus publiques!* Grâce à l'intervention magique de la "main invisible", nouvel avatar de la Providence, sur un marché supposé autorégulateur et autorégulé, on pourrait ainsi aboutir à une société humaine fonctionnant sur la seule base du contrat juridique et de l'échange marchand. C'est évidemment une illusion. Mais c'est surtout la négation radicale de tout ce que les sages et les philosophes ont dit dans le passé. Réaliser cela permet de comprendre pourquoi l'idéologie du progrès et l'idéologie des droits de l'homme ont subi ces derniers temps une telle inflation.

Vous plaidez pour un conservatisme rénové: qu'est-ce?

Je ne suis pas réactionnaire ou "restaurationniste", mais je crois qu'il peut y avoir un conservatisme positif, qui tire la leçon de ce à quoi il est attaché. La machinerie capitaliste, qu'on aurait tort de réduire à un système économique alors qu'il s'agit d'un « *fait social total* » (Marcel Mauss), fonctionne par illimitation: il faut toujours plus d'échanges, plus de marché, plus de profits. Le système du capitalisme libéral a besoin, pour s'augmenter de lui-même, de détruire tout ce qui fait obstacle au marché: frontières, diversité des peuples, différence des cultures, objections morales, etc. Face à ce système qui tend à éradiquer tout ce qu'ils veulent conserver, les conservateurs doivent d'abord réhabiliter la notion de limite: plus n'est pas forcément synonyme de mieux.

Ils doivent ensuite défendre des constantes anthropologiques face au "fétichisme de la marchandise" caractérisant une société où les valeurs marchandes ont tout envahi, où tout peut être acheté ou vendu, où rien n'a plus de valeur mais où tout a un prix. Ils doivent enfin se réapproprier leur histoire et leur passé, non pour en faire un refuge ou un musée, mais pour y trouver des sources d'inspiration pour l'avenir. Le conservatisme ne défend pas le passé, mais ce qui est éternel!

"CE N'EST PAS
LE COMMUNISME,
MAIS
LE CAPITALISME
QUI A LE MIEUX
RÉALISÉ L'IDÉAL
MONDIALISTE."

L'incorrect

ESPACE DE LIBRES DÉBATS

HANNAH ASSOLINE/OPALE/LEEMAGE



Selon Jean-Claude Michéa, le libéralisme "de droite" et le libéralisme sociétal "de gauche" dérivent d'une même conception anthropologique de l'homme.

Peut-on considérer qu'il y a un élément conservateur dans la révolte des "gilets jaunes"?

Les "gilets jaunes" ne sont certes pas des intellectuels, mais instinctivement ils aspirent à du commun. L'un des aspects que j'ai trouvé le plus intéressant dans ce mouvement unique en son genre est que toutes les semaines depuis plusieurs mois, en se retrouvant sur les ronds-points, des hommes et des femmes qui auparavant ne se connaissaient pas ont recréé des liens et retrouvé les bienfaits du commun. Ils ont ainsi remédié à la destruction du lien social, victime de la montée de l'individualisme. L'idéologie libérale ignore la notion de bien commun, qu'elle réduit au mieux à une addition d'intérêts particuliers. Le bien commun n'est pas une variété de bien parmi d'autres. Il est le commun en tant que celui-ci constitue un bien dont on ne peut jouir qu'en commun.

Les "gilets jaunes" représentent le peuple des victimes de cette mondialisation libérale que l'on nous avait dit être "heureuse", mais qui ne l'a été que pour un très petit nombre de gens, membres pour la plupart d'une élite déterritorialisée, à l'image de la forme de capitalisme qui prévaut actuellement. Pour les autres, elle s'est avérée malheureuse. La société n'a plus la forme d'une pyramide, comme à l'époque des Trente Glorieuses, mais celle d'un sablier: les profits s'accroissent en haut, la pauvreté et la précarité s'accroissent en bas, et entre les deux, les classes moyennes sont en voie de déclasserment, sinon de disparition.

Quel regard portez-vous sur les démocraties dites illibérales?

Elles répondent à la crise radicale des démocraties libérales, qui sont toutes des démocraties parlementaires et représentatives. Or on s'est aperçu qu'elles ne représentent plus grand-chose, et que la souveraineté populaire y est trop souvent confisquée par la souveraineté parlementaire, ce qui donne raison à Jean-Jacques Rousseau selon qui le peuple, dans ce système, n'est souverain que le seul jour de l'élection: dès le lendemain, ce sont les représentants qui deviennent souverains, puisque c'est eux qui ont le pouvoir de décision.

La démocratie illibérale, elle, conserve la base de la démocratie, c'est-à-dire la souveraineté populaire et les élections, mais essaie en même temps de trouver des formes de démocratie participative et de démocratie directe afin d'irriguer le social par le politique, en permettant aux gens de décider par eux-mêmes le plus possible de ce qui les concerne. Son apparition est indissociable de la poussée des mouvements populistes qui s'exerce au détriment des vieux partis institutionnels, traditionnels vecteurs du clivage gauche-droite.

Le référendum d'initiative citoyenne puis le référendum annoncé par Macron lui-même sont-ils l'illustration de ce besoin de plus de participation?

Effectivement, mais il ne faut pas que la démocratie participative se cantonne à un simple palabre. Il faut aussi pouvoir trancher. La politique implique de décider entre des idées et des projets différents. C'est ce que le libéralisme oublie trop souvent. Dans la mesure où il se veut neutre pour ce qui est des repères susceptibles de donner sens à la vie, il s'intéresse aux moyens plus qu'aux fins. Or, les questions politiques ne sont pas des questions techniques, pour lesquelles il n'existerait qu'une seule bonne solution rationnelle optimale. La politique ne se ramène ni à la "gouvernance" ni à la gestion administrative. Dès lors qu'on ne se préoccupe que des moyens ou qu'on prétend qu'"il n'y a pas d'alternative", on sort de la politique pour tomber dans l'expertocratie. ●

Propos recueillis par Anne-Laure Debaecker



Contre le libéralisme,
d'Alain de Benoist,
Éditions du Rocher,
352 pages, 19,90 €.